



Analyse prospective

Période 2009-2014

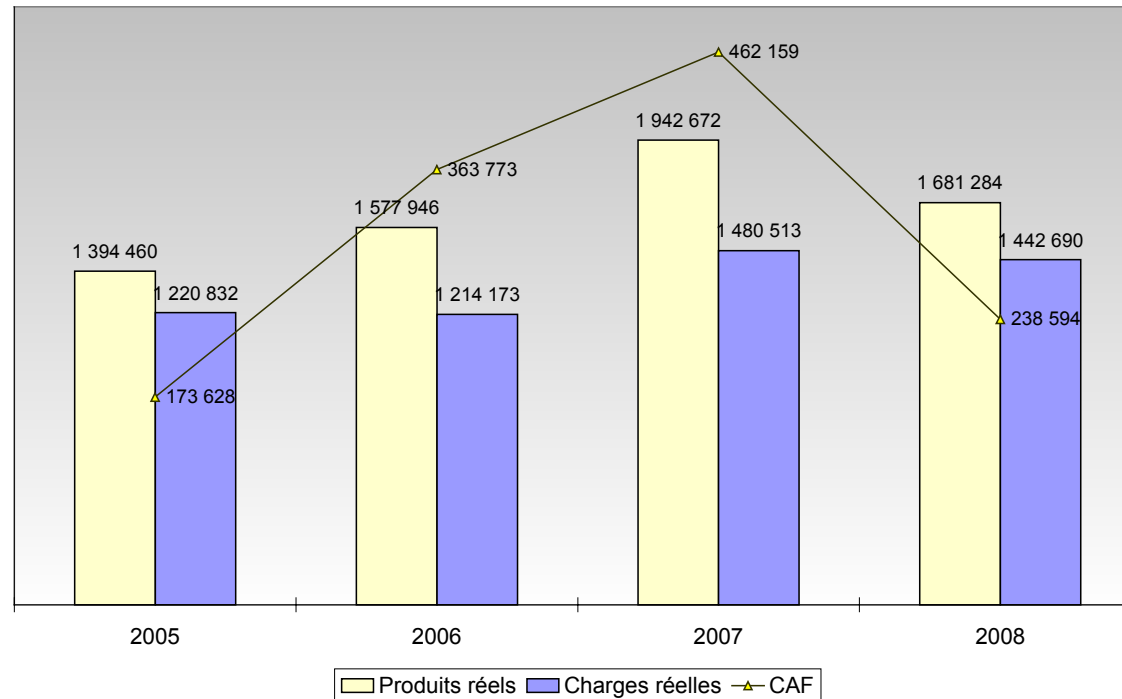
Février 2010

COMMUNE DE TALLARD

Trésorerie Générale des Hautes-Alpes
Trésorerie de TALLARD

PRINCIPAUX CONSTATS DE L'ANALYSE RETROSPECTIVE

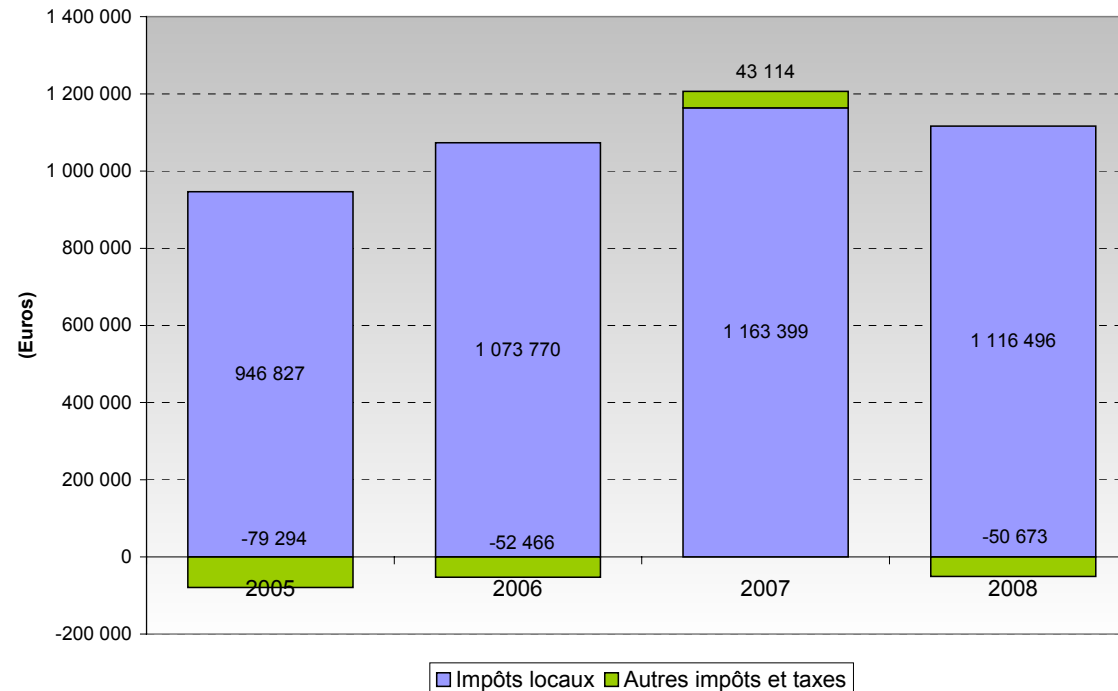
La capacité d'autofinancement



Les résultats de la commune de TALLARD sont en forte progression en 2009 par rapport à 2008 et dans la continuité ascendante des résultats constatés depuis 2006. Ainsi, les produits réels 2009 dépassent 2 M€ (+20% par rapport à 2008) alors que les charges réelles atteignent 1,480 M€ (+2,6%). La capacité d'autofinancement s'élève à 539 K€ soit le niveau le plus important atteint par la commune au cours des derniers exercices. En euro par habitant, le résultat communal (284 €) est plus élevé que la moyenne régionale 2008 (211 €). La capacité d'autofinancement nette a financé 28,8% des dépenses d'investissement de l'exercice soit un ratio sensiblement plus élevé que la moyenne régionale 2008 (13%).

PRINCIPAUX CONSTATS DE L'ANALYSE RETROSPECTIVE

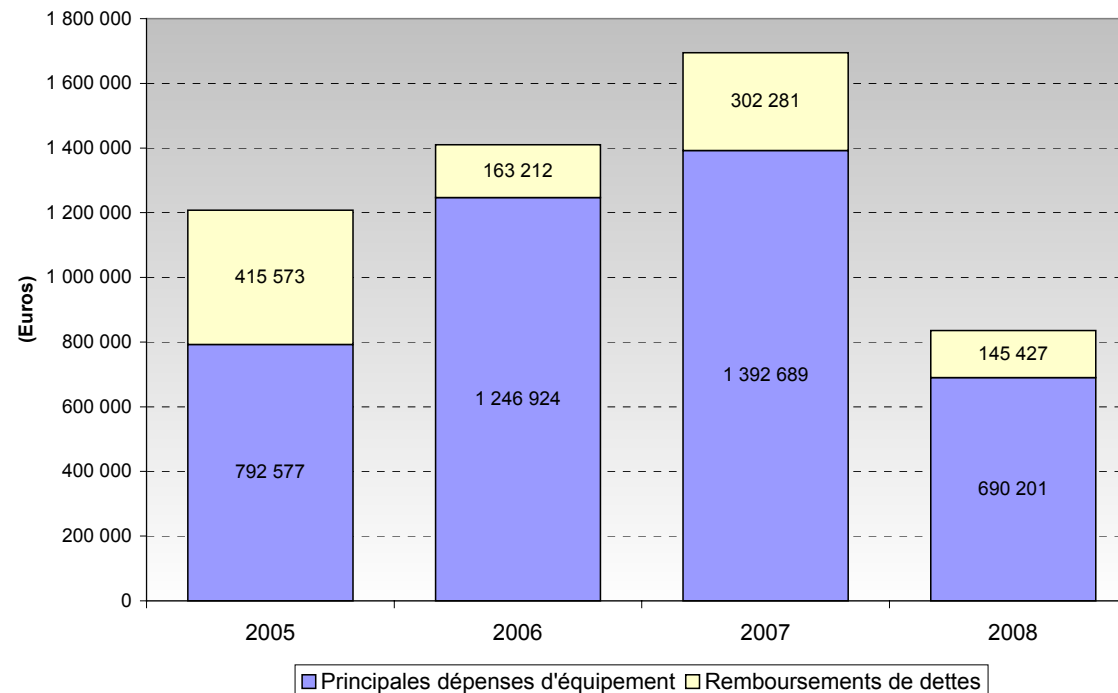
Evolution des produits fiscaux



Les impôts locaux représentent 67% des produits de fonctionnement en 2009 (39% pour la moyenne régionale 2008). La progression des produits locaux est très importante en 2009 (+16%) malgré la stabilité des taux constatée. Il s'agit d'un effet « bases » relevant principalement de la taxe professionnelle (+30%) et accessoirement de la taxe foncière (+3,7%) et de la taxe d'habitation (+3%). Le dynamisme communal est avéré que se soit pour les impôts sur les ménages et pour la fiscalité des entreprises.

PRINCIPAUX CONSTATS DE L'ANALYSE RETROSPECTIVE

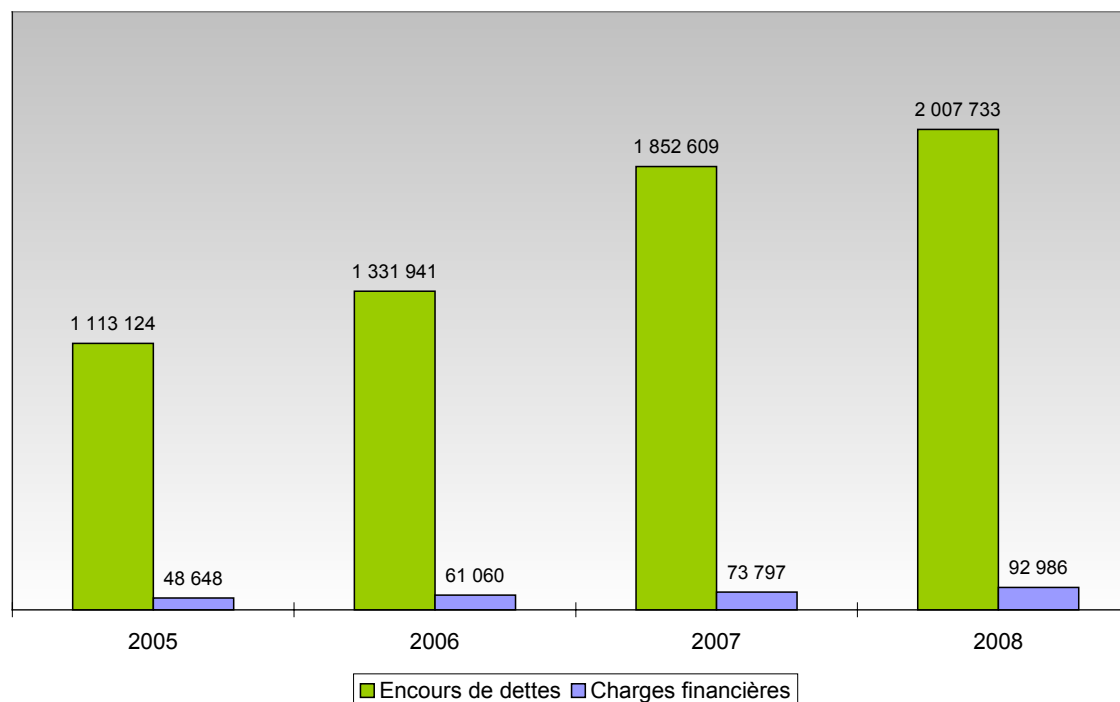
Evolution des investissements



Les dépenses d'investissement ont connu une phase ascendante jusqu'en 2007 pour ensuite décroître en 2008. En 2009, elles s'élèvent à 836 K€ (pour un budget prévisionnel de 1 890 K€) soit un ratio proche de la moyenne régionale. Le mode de financement des investissements est très satisfaisant en 2009 : 83% par subventions, 28,8% par la caf nette et 28,5% par le FCTVA (remboursement anticipé).

PRINCIPAUX CONSTATS DE L'ANALYSE RETROSPECTIVE

Evolution de l'endettement



L'endettement communal progresse jusqu'en 2008 pour atteindre 1246 € par habitant soit un ratio supérieur à la moyenne régionale (1081 €). La décroissance est rapide en 2009 : l'endettement est de 1 708 K€ (898 € par habitant) sous l'effet combiné de l'absence d'emprunt au cours de l'exercice et d'un remboursement significatif d'encours (298 K€). La capacité pour la commune de contracter de nouveaux emprunts est reconstituée.

PRINCIPAUX CONSTATS DE L'ANALYSE RETROSPECTIVE

Synthèse

	2005	2006	2007	2008
Total des ressources <i>(CAF, recettes d'inv., emprunts)</i>	1 031 662	1 284 344	1 846 199	938 043
Total des dépenses <i>(dép. équip., remb. de dettes...)</i>	1 208 150	1 410 136	1 694 970	837 920
Variation du fonds de roulement	-176 488	-125 792	151 229	100 123
Fonds de roulement FDR (1)	-78 369	-204 156	-52 927	47 196
<i>Fonds de roulement en jours de charges de fonctionnement</i>	-23	-61	-13	12

(1) le FDR se rapproche de l'excédent cumulé en investissement et en fonctionnement

La situation financière de la commune en fin d'exercice 2009 est très satisfaisante :

- le résultat comptable est en forte progression du fait de recettes fiscales importantes combinées à une maîtrise des charges de fonctionnement,
- la capacité d'autofinancement couvre le remboursement de la dette en capital et participe activement au financement des investissements,
- la commune est parvenue à mobiliser des financements non remboursables élevés : subventions d'investissement et remboursement anticipé du FCTVA. Cette conjonction de ressources a permis d'éviter un recours à l'emprunt,
- l'endettement est en baisse : les ratios sont désormais inférieurs à la moyenne régionale,
- le fonds de roulement retrouve un niveau appréciable correspondant à 100 jours de dépenses de fonctionnement.

ANALYSE PROSPECTIVE

L'analyse prospective développée ci-après est réalisée après échange et rencontre entre les élus et services de la Commune de Tallard et ceux de la Trésorerie Générale et le Trésorier de Tallard.

Les travaux se sont échelonnés au cours du deuxième semestre 2009 pour une finalisation initialement prévue au cours du dernier trimestre. Deux réunions de travail ont eu lieu dont une restitution partielle orale début décembre. Compte tenu de la proximité de la fin de l'exercice, il a été décidé de reporter la finalisation de l'étude au cours du premier trimestre 2010 afin de pouvoir intégrer l'exercice 2009 dans les éléments de l'étude. Le budget primitif 2009 ne constitue plus la référence pour la prospective comme cela a été le cas pour la restitution intermédiaire.

Les résultats définitifs sont pris en compte. Les principales tendances et niveaux d'investissement décrits découlent des desideratas de la commune tout en prenant en compte ses résultats actuels et l'environnement économique et financier des collectivités.

Il n'a pas été possible de retracer les changements induits par la réforme de la taxe professionnelle faute de logiciel adapté et en raison de la période couverte par l'étude supérieure aux mécanismes de compensation connus pour 2010 et 2011. Il conviendra donc de raisonner en terme de volume fiscal global.

Deux simulations ont été réalisées, basées sur des volumes d'investissement annuels différents : 1 M€ pour la première simulation, 1,3 M€ pour la seconde simulation. Le mode de financement des investissements en est affecté notamment le recours à l'emprunt.

Les perspectives d'évolution de la section de fonctionnement sont identiques pour les deux simulations hormis les charges d'intérêts découlant du recours plus ou moins important à l'emprunt.

LE FONCTIONNEMENT

Hypothèse proposée pour l'évolution de la fiscalité commune aux deux simulations

	2008	2014	Evolution moy. annuelle
Base TH	1 778 157	2 072 739	2,59%
Base TFB	1 699 658	2 043 800	3,12%
Base TFNB	34 693	35 883	0,56%
Base TP	4 279 897	7 459 116	9,70%
Taux TH	7,58%	8,04%	0,99%
Taux TFB	17,96%	19,06%	1,00%
Taux TFNB	76,55%	81,24%	1,00%
Taux TP	15,40%	16,34%	0,99%

A FISCALITE DIRECTE LOCALE

En matière de fiscalité locale, l'évolution des produits repose sur les progressions des bases et des taux. Dans cette simulation, les progressions des bases et des taux ont été envisagées. Les études nationales (dexia, dgfip) relatives à 2009 soulignent le dynamisme des recettes fiscales au cours de l'exercice.

Evolution des bases :

Les bases fiscales de la commune de TALLARD ont progressé à un rythme moyen annuel élevé au cours de la période 2006/2009 : +3,66% pour la TH, +4,4% pour la TF, +5,2% pour la TFNB et +10,8% pour la TP. Cette évolution est liée principalement à l'attractivité de la commune. Au plan national, on constate un contexte général 2009 favorable car d'une part le retournement conjoncturel n'a pas encore eu d'effet sur les bases fiscales pour les entreprises de même

pour le marché de la construction neuve et d'autre part les valeurs locatives cadastrales ont connu une revalorisation importante (+2,5%) pour les logements existants (+1,6% en 2008).

Pour la période analysée : 2010 à 2014, l'évolution des bases retenues est inférieure à celle des exercices antérieurs pour tenir compte des effets de la crise économique :

- 2,5% pour la TH,
- 3% pour la TF,
- 0,5% pour la TFNB,
- 3% pour la TP. Les bases comprennent également, l'équivalent en produits fiscaux de 100 K€ pour chaque exercice en 2012 et en 2013, découlant de la ré-affectation de l'ALAT.

Evolution des taux:

Afin d'anticiper une progression moins favorable des bases, les taux sont réévalués de 2% à partir de l'exercice 2012, ce qui donne une progression moyenne annuelle proche de 1% de 2008 à 2014.

La commune devrait ainsi maintenir le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal appliqué au contribuable local inférieur à la moyenne nationale.

B AUTRES IMPOTS ET TAXES

Ils sont constitués des droits de place et de la taxe sur les pylônes électriques. La progression retenue est celle des prix à la consommation figurant à la loi de finances pour 2010 (1,2%).

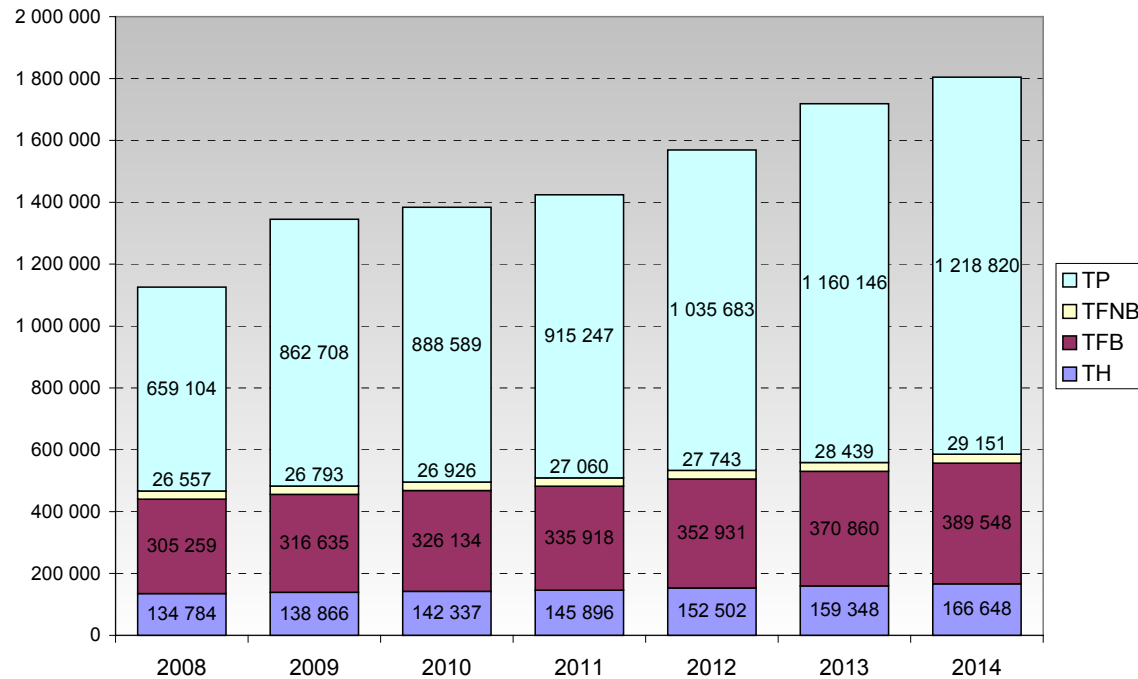
C COMPENSATION DE FISCALITE

Il s'agit des compensations versées par l'Etat au titre des exonérations obligatoires sur les impôts locaux.

La simulation s'appuie principalement sur la progression naturelle des bases d'imposition. Une augmentation des taux modérée (2%) est envisagée à partir de 2012. Si la commune devait rechercher des produits supplémentaires, des marges de manœuvre fiscales existent du fait d'un maintien des taux actuels depuis 2007.

LE FONCTIONNEMENT (suite)

Evolution du produit des impôts locaux



	2008	2014	Evolution moy. annuelle
Produit TH	134 784	166 648	3,60%
Produit TFB	305 259	389 548	4,15%
Produit TFNB	26 557	29 151	1,57%
Produit TP	659 104	1 218 820	10,79%
Impôts locaux	1 125 705	1 804 167	8,18%

NB la TP sera remplacée par la contribution économique territoriale dès 2010.

LE FONCTIONNEMENT (suite)

Hypothèse proposée pour l'évolution des charges et produits de fonctionnement- simulation 1

	Evolution moy. antérieure	2008	2014	Evolution moy. annuelle
Produits fiscaux	7,1%	1 065 823	1 820 918	9,34%
DGF et autres dotations	5,9%	451 053	557 464	3,59%
Autres produits réels	3,7%	164 408	203 960	3,66%
Charges de personnel	8,6%	623 129	862 906	5,58%
Subventions et participations	12,7%	242 239	337 286	5,67%
Charges financières	24,1%	92 986	55 780	-8,16%
Autres charges réelles	-2,1%	484 336	686 122	5,98%

Evolution des produits de 2010 à 2014 :

⇒ Les hypothèses retenues pour les produits fiscaux sont décrites dans les pages précédentes.

⇒ La progression du poste DGF et autres dotations est fixée à l'inflation prévisionnelle 2010 (1,2%) pour toute la période. Le poste a fortement progressé en 2009 (+18%) dont 15% pour la DGF et 61% pour les participations.

⇒ La progression des autres produits réels provient :

- des produits domaniaux (+ 2 %) soit un rythme inférieur à la progression antérieure (4,1%),
- des autres produits (+2%). La progression antérieure était de 2,1%.

Evolution des charges de 2010 à 2014:

⇒ L'augmentation annuelle des charges de personnel a été fixée à 12% en 2010 et à 5% pour les exercices ultérieurs conformément à la demande de la commune. Pour les exercices antérieurs, la progression moyenne annuelle était de 8,6% malgré la stabilisation notée en 2009 (+1,7%).

La DGFIP note dans sa note de tendance au 31 décembre 2009, une progression des charges de personnel pour les communes de 2,2% par rapport à 2008. Dexia mentionne un ralentissement de la progression des charges de personnel des collectivités locales dans leur ensemble de 4,9% au lieu de 7,7% en 2008.

Le ratio charges de personnel sur charges de fonctionnement réelles passerait de 43,2% en 2008 à 44,4 % en 2014, soit un ratio supérieur à la moyenne des communes de même catégorie démographique en région PACA en 2008 (41,6%). Néanmoins, le poids des charges de personnel sur les produits de fonctionnement devrait baisser pour passer de 37% en 2008 à 33% en 2014, du fait de la progression importante des produits.

⇒ Les subventions et participations enregistrent une progression plus mesurée :

- les contingents et participations obligatoires de 2% à partir de 2010. Ils ont connu en 2009, une baisse significative (-39%),
- Les subventions et participations sont en légère baisse en 2009 (- 3,93%). Le rythme de progression moyen a été fixé à 1,2% (inflation prévisionnelle 2010) en intégrant en 2011, 2012 et 2013, 50 K€ par exercice de participation communale au SIVU de l'aéropole pour des travaux d'aménagements routiers.

⇒ Les charges financières proviennent des emprunts en cours d'amortissement et des emprunts nouveaux selon les hypothèses retenues pour le montant des emprunts à contracter. Les charges financières ont été calculées en fonction de l'encours restant et des emprunts nouveaux contractés sur quinze ans au taux fixe de 4% pour tenir compte de la détente sur les taux observée ces derniers mois. Il s'agit ici des charges financières découlant de l'hypothèse d'investissements annuels de 1M€. Le recours à l'emprunt, se révélant, dans cette hypothèse, moins nécessaire que par le passé, les charges financières connaissent une baisse sensible.

⇒ Les autres charges réelles composées des charges à caractère général et des autres charges ont connu une progression marquée en 2009. Pour la période 2010 à 2014, l'évolution moyenne annuelle des charges à caractère général a été

fixée à 2,5 % à laquelle s'ajoute de 2010 à 2013, 20 K€ annuels au titre de participation au SIE. Pour les autres charges, l'inflation prévisionnelle 2010 sert de référence.

Dans ces conditions, la situation financière de la commune demeurerait satisfaisante : la progression des produits de fonctionnement plus importante que celle des charges à partir de 2012 génère une capacité d'autofinancement proche du niveau atteint en 2009, jusqu'en 2011 pour ensuite progresser jusqu'en 2014. L'augmentation des recettes fiscales provient en grande partie de l'accroissement des bases même si la commune a souhaité à partir de 2012, relever légèrement ses taux pour accompagner des charges plus importantes notamment les charges à caractère général ou les charges de personnel.

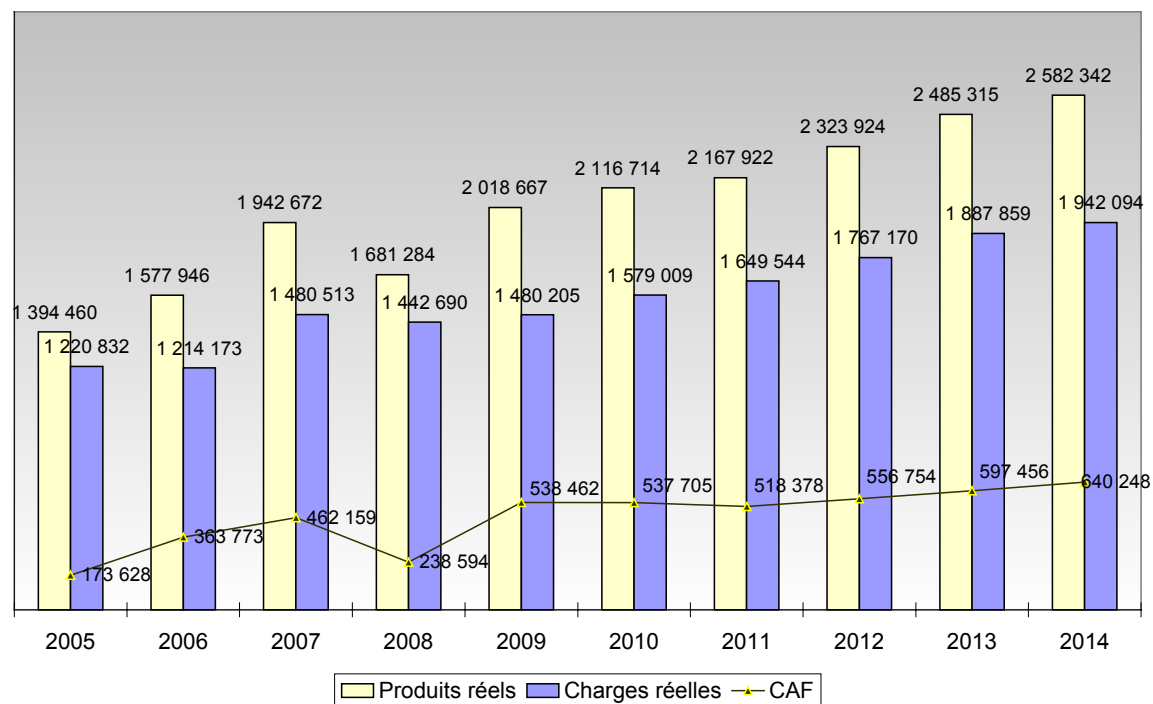
Des efforts de maîtrise de charges de fonctionnement ont été réalisés en 2009 (+2,6% de progression par rapport à 2008). Ils sont partiellement reconduits au cours de la période étudiée.

La capacité d'autofinancement nette progresse régulièrement au cours de la période analysée (2010 à 2014).

Elle permettrait en 2014 de financer 49% des investissements réels de l'exercice. Le recours à l'emprunt dans cette hypothèse n'est plus nécessaire.

LE FONCTIONNEMENT (fin)

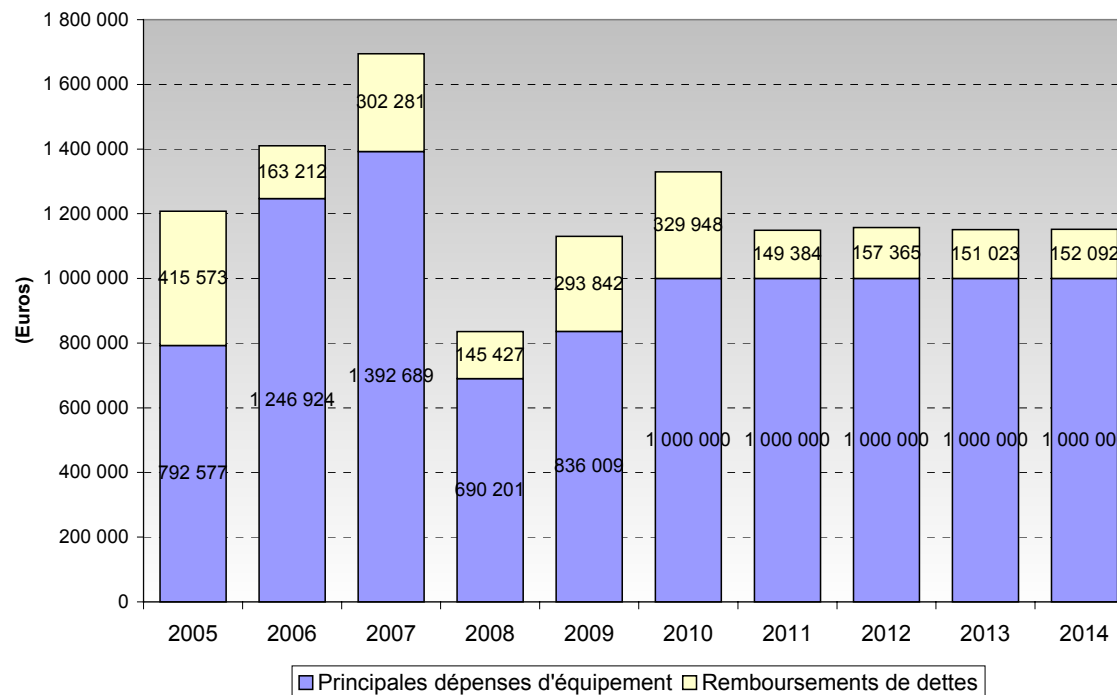
Evolution de la CAF



	Evolution moy. antérieure	2008	2014	Evolution moy. annuelle
Produits réels	6,4%	1 681 284	2 582 342	7,41%
Charges réelles	5,7%	1 442 690	1 942 094	5,08%
CAF	11,2%	238 594	640 248	17,88%

L'INVESTISSEMENT

Les investissements de la Simulation 1



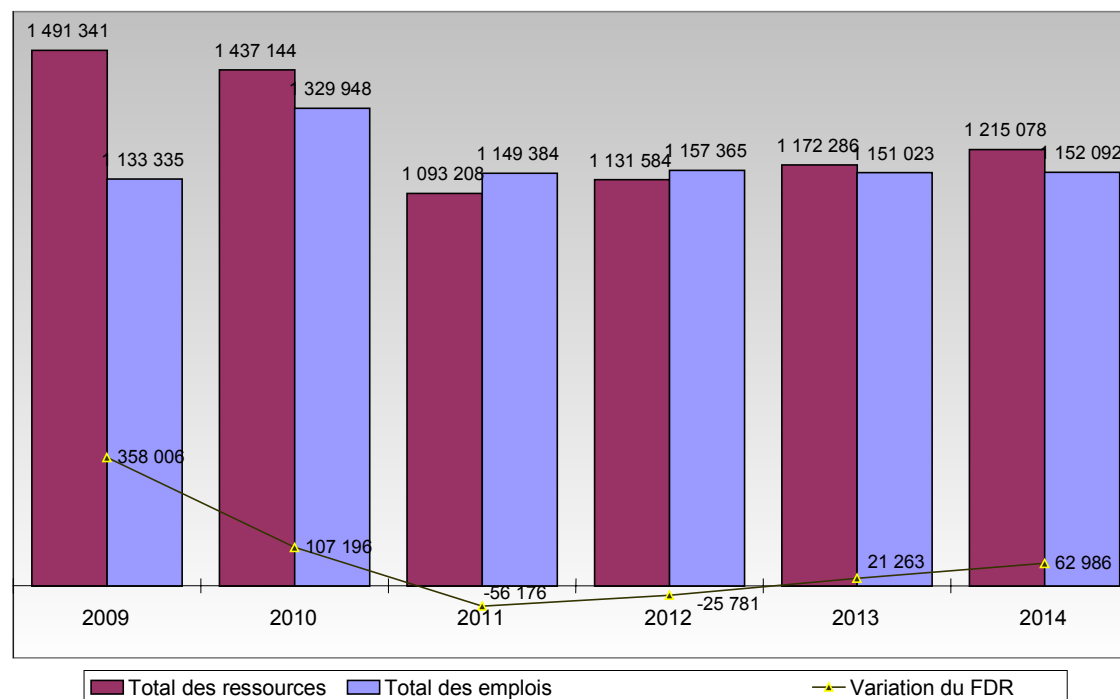
Les dépenses mentionnées dans le tableau ci-dessus sont celles des investissements réels de la commune .

⇒ Les dépenses d'investissement prévisionnelles pour la période 2010 à 2014 n'ont pas fait l'objet d'une évaluation individuelle. Le montant retenu par la commune (1 000 K€ annuel) est supérieur à celui réalisé en 2008 et en 2009 mais inférieur aux volumes réalisés en 2006 et en 2007. Il est proche de la moyenne régionale 2008 (577 € par habitant).

⇒ Les remboursements de dette bancaire correspondent aux dettes anciennes (2008 et antérieurs) mais également aux emprunts nouveaux nécessaires au financement des investissements.

LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Les emplois et les ressources de la Simulation 1



les Emplois

Le montant par exercice comprend les dépenses d'équipement de la commune (1M€ à partir de 2010) ainsi que le remboursement de la dette en capital. Le tableau prévisionnel de la dette indique un remboursement en capital élevé en 2010 (329 K€), le capital annuel remboursé devrait être proche de 150 K€ pour les exercices suivants, y compris l'annuité de la dette nouvelle.

les Ressources

Parmi les ressources dont dispose la collectivité, il y a celles provenant de l'autofinancement (CAF) ainsi que les différentes recettes d'investissement (FCTVA, subventions d'investissement, emprunts nouveaux...).

La simulation décrit les ressources à mobiliser pour équilibrer les emplois. Il n'a pas été recherché de recettes supplémentaires susceptibles d'accroître le fonds de roulement qui a atteint en 2009 un niveau satisfaisant. C'est pour cette raison que la variation du FDR annuelle a oscillé entre + 107 K€ en 2010 à -56 K€ en 2011 (amplitude maximum constatée sur la période).

⇒ Les subventions d'investissement : un taux de subvention annuel de 40 % a été intégré pour la période 2010 à 2014 en accord avec la commune. Le taux de concours enregistré par la commune a fortement varié au cours des exercices antérieurs (63% en 2005, 30% en 2007 et 83% en 2009). La moyenne régionale 2008 est de 43%. En conséquence, un taux de concours moyen de 40% est envisageable même si le constat précédent montre de fortes amplitudes suivant les exercices. Il est possible que les fortes contraintes budgétaires qui vont peser sur l'ensemble des financeurs publics dès 2010 conduisent à moduler le taux de subvention escompté.

⇒ Le FCTVA est particulièrement élevé en 2009 du fait du remboursement anticipé afférent aux dépenses des exercices 2007 et 2008. Le décalage d'un an est considéré comme acquis pour 2010 et exercices suivants.

⇒ Le recours à l'emprunt apparaît nécessaire en 2010 (350 K€) du fait de l'accroissement ponctuel du remboursement de la dette et de la fin du dispositif du remboursement anticipé du FCTVA. Pour les autres exercices, l'emprunt n'est pas indispensable pour compléter les ressources d'investissement.

⇒ Comme mentionné dans les tableaux précédents, la capacité d'autofinancement devrait devenir un moyen de financement des investissements significatif au cours des exercices. Hormis la croissance du résultat de fonctionnement, la caf bénéficie de la réduction de l'annuité dès 2011. La part de financement des investissements par la caf en 2014 est importante. Il convient de noter qu'il s'agit de la résultante de facteurs positifs convergents: maîtrise du fonctionnement, hausse des bases fiscales, endettement en baisse et fonds de roulement renforcé.

⇒ La commune a reconstitué son FDR en 2009 grâce notamment au financement excédentaire des investissements. La simulation a utilisé partiellement les excédents en 2011 et 2012 tout en conservant un FDR satisfaisant permettant de couvrir les besoins de trésorerie occasionnels.

SIMULATION 1

Etude de certains ratios

Les graphes qui suivent permettent de positionner la commune sur les exercices de rétrospective et sur ceux de la prospective, par rapport à certains ratios.

Pour chaque graphe, il est fixé deux seuils : la médiane et le seuil des 10%.

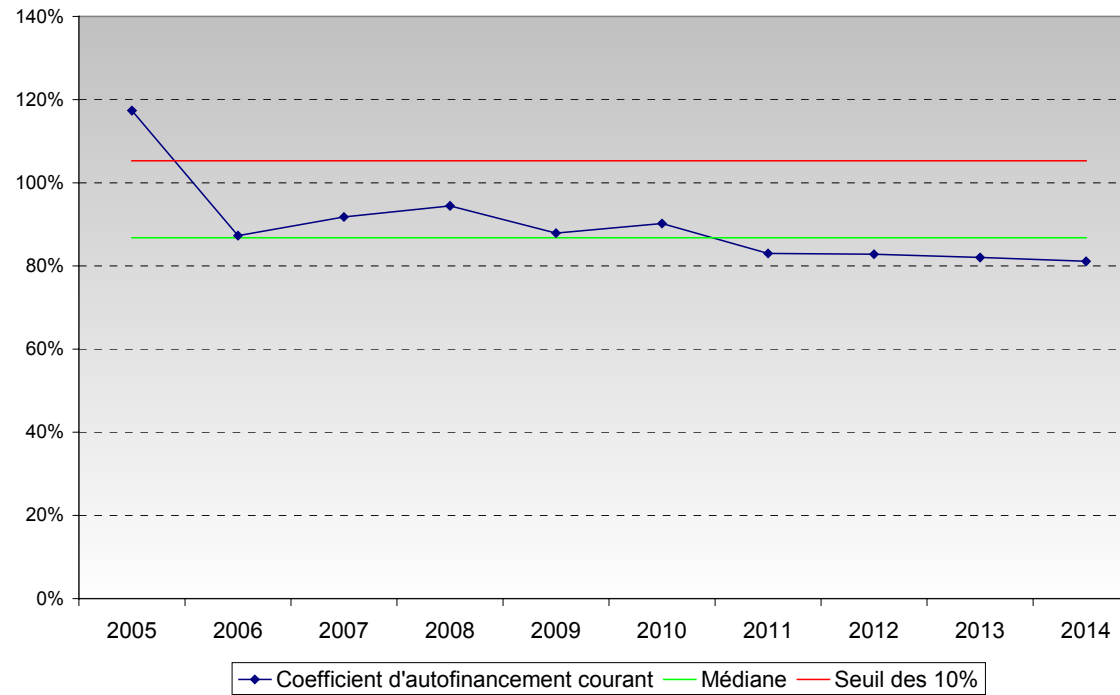
⇒ La médiane est la valeur qui sépare la population des communes en deux ensembles égaux,

⇒ Le seuil des 10% indique la valeur limite obtenue par les 10% des communes les moins bien classées pour le ratio retenu.

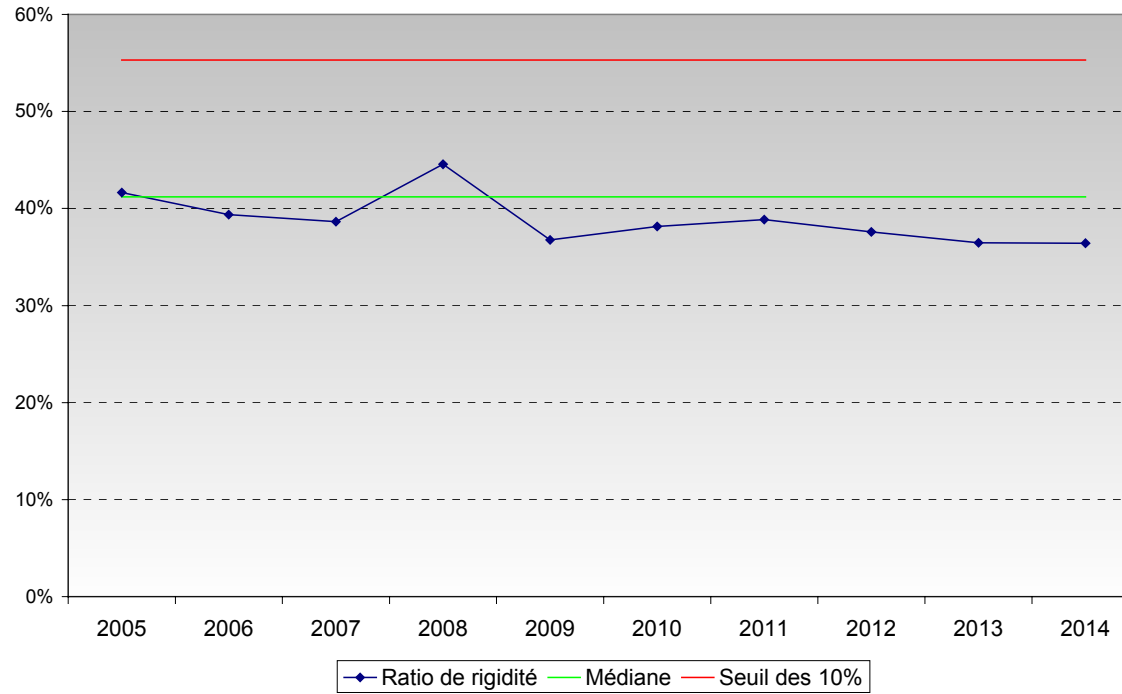
Les références retenues sont celles issues de la collecte de données effectuée en 2004.

Dans la mesure où les références sont inchangées (médiane et seuil de 10% 2004) par rapport aux évolutions prévisionnelles qui couvrent une période de six ans, il s'agit plutôt d'apprécier la progression de la courbe que l'écart enregistré par rapport aux références.

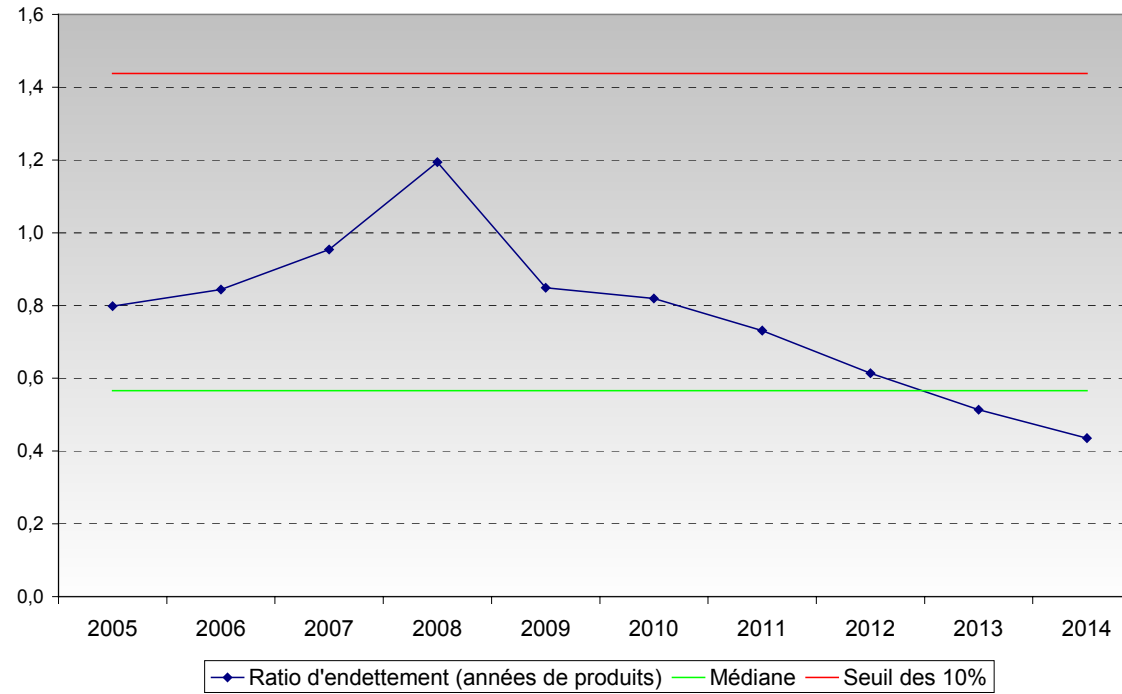
Couverture des charges et des remboursements de dettes par les produits



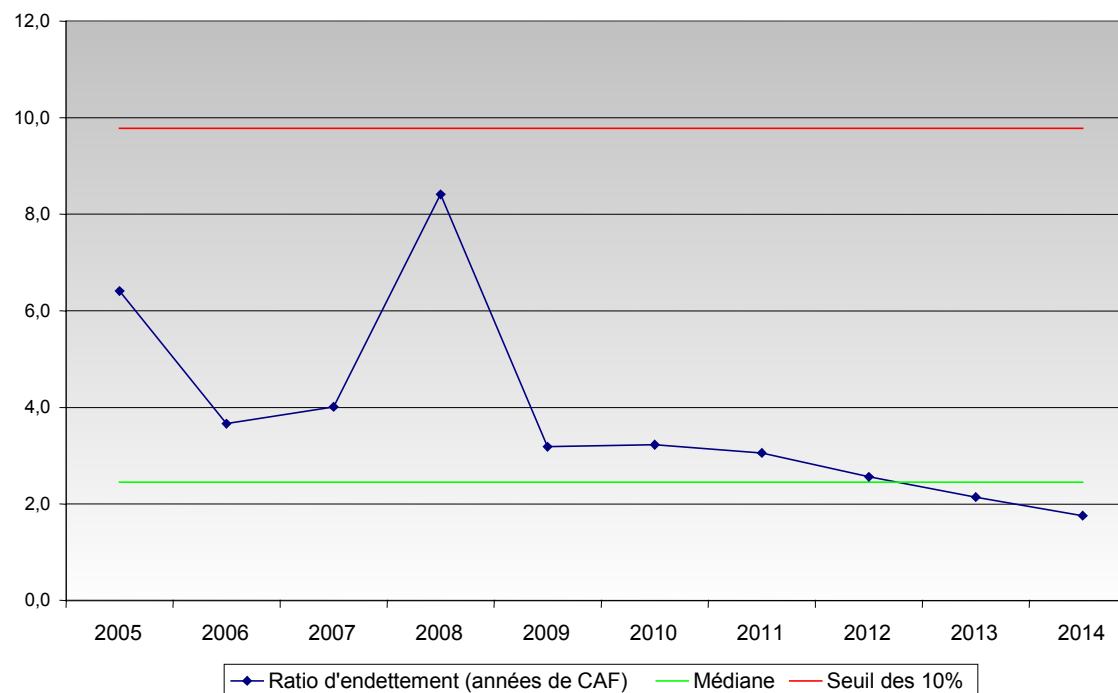
Couverture des charges (personnel, contingents, intérêts) par les produits



Nombre d'années de produits nécessaire au remboursement de la dette



Nombre d'années de CAF nécessaire au remboursement de la dette



Tous les ratios précédents montrent que les indicateurs financiers sont satisfaisants pour la commune dès 2009. L'évolution est positive pour les exercices suivants, soit pour les ratios analysant le poids des charges structurelles soit pour les ratios d'endettement et de poids de l'annuité.

LA SIMULATION 2

LE FONCTIONNEMENT

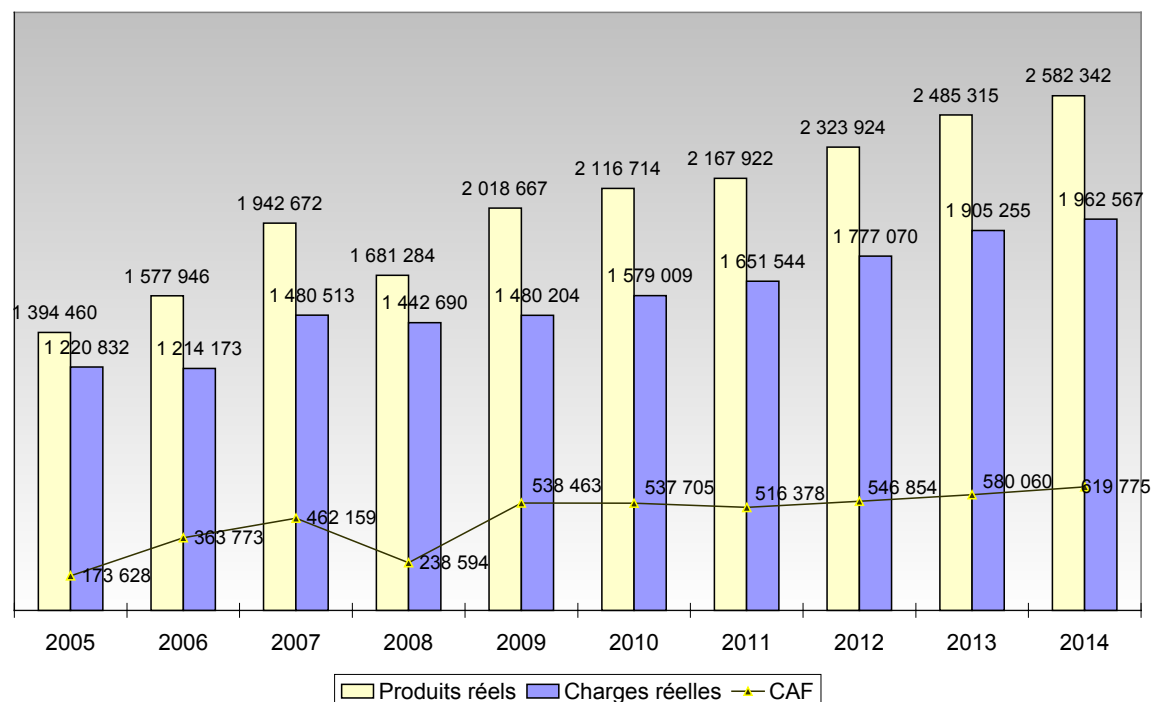
Hypothèse proposée pour l'évolution des charges et produits de fonctionnement- Simulation 2

	Evolution moy. antérieure	2008	2014	Evolution moy. annuelle
Produits fiscaux	7,1%	1 065 823	1 820 918	9,34%
DGF et autres dotations	5,9%	451 053	557 464	3,59%
Autres produits réels	3,7%	164 408	203 960	3,66%
Charges de personnel	8,6%	623 129	862 906	5,58%
Subventions et participations	12,7%	242 239	337 286	5,67%
Charges financières	24,1%	92 986	76 253	-3,25%
Autres charges réelles	-2,1%	484 336	686 122	5,98%

Les produits et charges de fonctionnement de la simulation 2 sont identiques à la simulation 1 hormis les charges financières qui résultent d'un choix différent pour le recours à l'emprunt dans la simulation 2.

Les charges financières sont plus élevées dans la simulation 2 mais elles restent néanmoins inférieures à celles de la période 2006/2008.

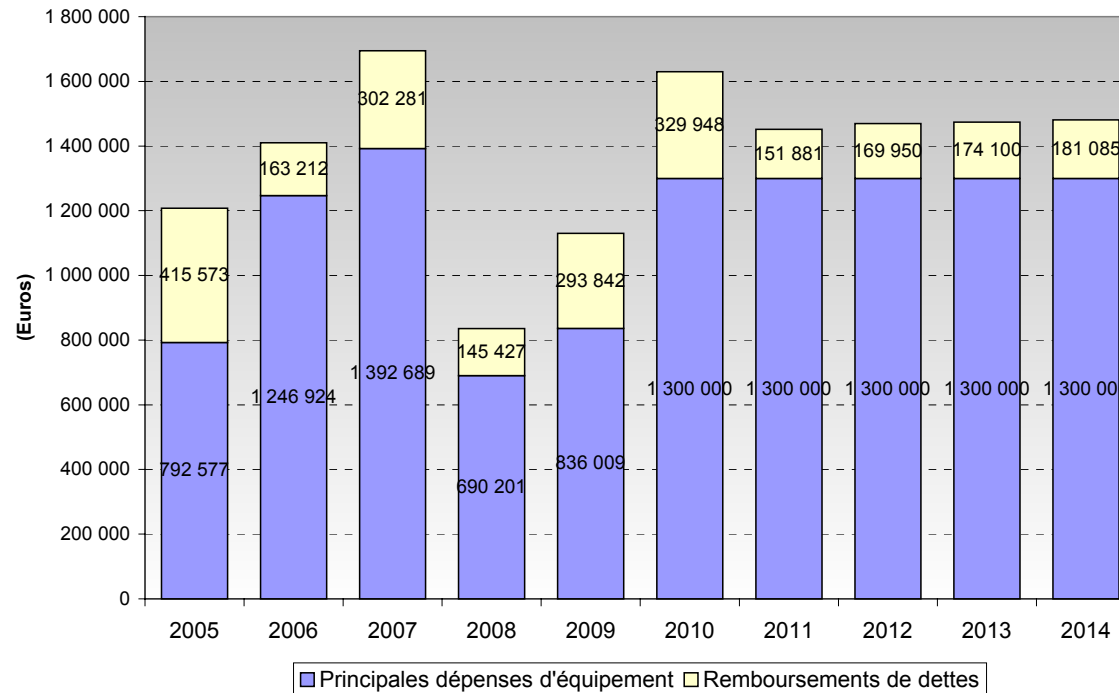
Evolution de la CAF



	Evolution moy. antérieure	2008	2014	Evolution moy. annuelle
Produits réels	6,4%	1 681 284	2 582 342	7,41%
Charges réelles	5,7%	1 442 690	1 962 567	5,26%
CAF	11,2%	238 594	619 775	17,25%

L'impact des charges financières est limitée sur la CAF : celle-ci progresse en moyenne de 17,88% pour la simulation 1 au lieu de 17,25% pour la simulation 2.

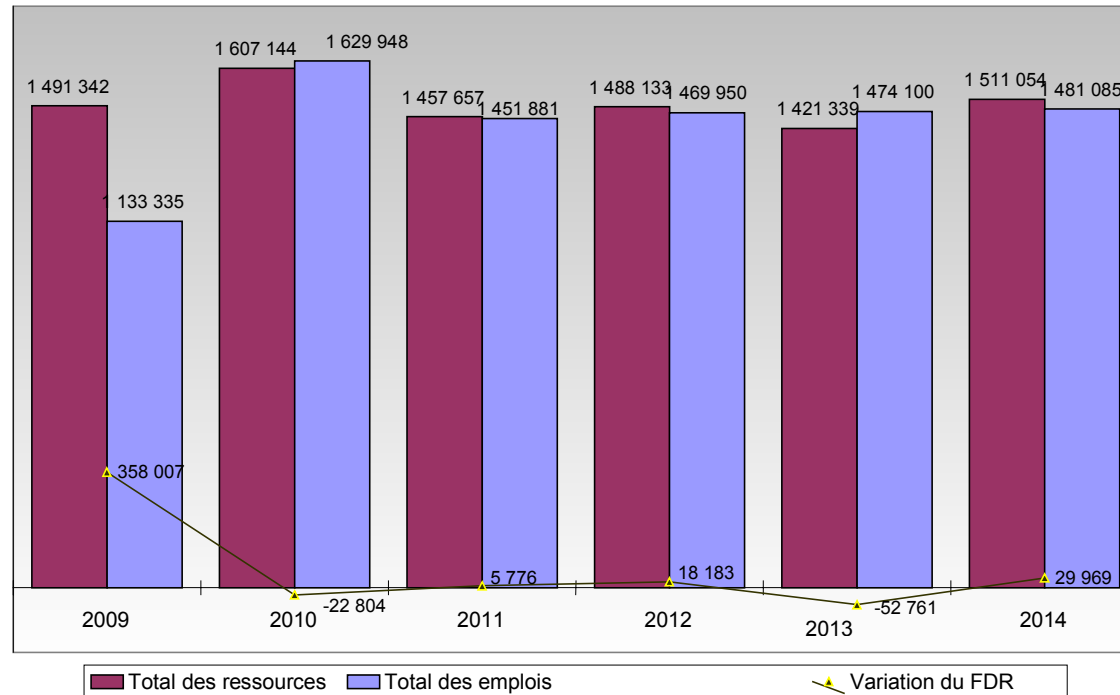
Les investissements



⇒ Les dépenses d'investissement prévisionnelles pour la période 2010 à 2014 dans la simulation 2 sont de 1,3 M€, supérieure à la moyenne régionale.

⇒ Les remboursements de dette bancaire correspondent aux dettes anciennes (2008 et antérieurs) mais également aux emprunts nouveaux nécessaires au financement des investissements.

Les Emplois et les Ressources de la Simulation 2



les Emplois

Le montant par exercice comprend les dépenses d'équipement de la commune (1,3 M€ à partir de 2010) ainsi que le remboursement de la dette en capital. Le remboursement en capital oscille entre 150 K€ en 2011 et 180 K€ en 2014, y compris la dette nouvelle.

les Ressources

- ⇒ Les subventions d'investissement : comme pour la simulation 1, le taux de subvention annuel est de 40 % .
- ⇒ Le FCTVA est calculé sur la base d'investissements éligibles de 1,3M€. Comme pour la simulation 1, le décalage d'un an est considéré comme acquis pour 2010 et exercices suivants.
- ⇒ Le recours à l'emprunt apparaît nécessaire pour chaque exercice, de 2010 à 2014 car les financements acquis par la commune (subventions et FCTVA) ne sont pas suffisants pour couvrir l'intégralité du besoin de financement. Néanmoins, les volumes d'emprunt nécessaires sont décroissants au fil des exercices pour atteindre 150 K€ en 2014.
- ⇒ Comme pour la simulation 1, la capacité d'autofinancement demeure un moyen de financement des investissements significatif même si sa relative érosion par rapport à la simulation 1 et la hausse des investissements rend moins déterminant son apport.
- ⇒ Le FDR n'enregistre pas d'amplitude importante au cours de la période étudiée, il est stabilisé à 380 K€ en 2014 et devrait être en mesure de couvrir les besoins de trésorerie occasionnels.

La commune ne devrait pas connaître de déséquilibres financiers même si elle accroît son volume d'investissement à 1,3 M€. Elle doit néanmoins avoir recours à l'emprunt de façon régulière : l'évolution de l'encours, des conditions d'emprunt (taux, durée...) doivent dans ce cas être surveillés.

Comme pour la simulation 1, les conditions énumérées : maîtrise des dépenses de fonctionnement, optimisation de la fiscalité et des subventions doivent être réunies.

A GAP et à TALLARD, le 18 février 2010

ANNEXES

Tableau développé
Tableau de synthèse
Tableau de ratios